“ Militants et populaires ! ” Une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne.

Lucie Bargel, Anne-Sophie Petitfils

▶ **To cite this version:**

Lucie Bargel, Anne-Sophie Petitfils. “ Militants et populaires ! ” Une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. : L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques. Revue Française de Science Politique, 2009, 59 (1), pp. 51-75. hal-00373389

HAL Id: hal-00373389
https://hal.science/hal-00373389

Submitted on 4 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils, « "Militants et populaires !" Une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°1, 2009, pp. 51-75.

« Militants et populaires ! » Une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques

Depuis maintenant une trentaine d'années, il semble établi que les partis politiques souffriraient de la désaffection des citoyens[1]. L'érosion de la « base » militante de nombreux partis occidentaux conduit ainsi certains chercheurs à dessiner un modèle de « parti sans partisans »[2], fortement centralisé, professionnalisé et tourné vers la mobilisation d'électeurs[3]. Elle constituerait, également, un indice de l'affaiblissement des structures de « masse », fondées sur la mobilisation, l'encadrement et la formation de militants[4]. Pour expliquer ce phénomène, une « crise de la représentation » aux multiples facettes[5] qui proviendrait de la modification des attentes des citoyens en matière d'engagement[6], est parfois identifiée. D'autres, à partir de comparaisons internationales, imputent ces évolutions à l'introduction de systèmes de financement public des partis politiques qui, de plus en plus intégrés à l'Etat, tendraient à se déconnecter de leur « base »[7]. Pourtant, il n'existe pas de tendance univoque au déclin des organisations partisanes[8] : certains partis occidentaux connaissent une augmentation significative du nombre de leurs adhérents[9]. De plus, les adhérents et militants du parti n'ont pas cessé en dépit des procédures de financement public de constituer une ressource importante, en particulier lors des campagnes électorales.

Par rapport à ces débats sur la participation partisane, les partis politiques de droite français sont d'autant plus intéressants que des travaux anciens avaient déjà conclu à leur

[1] Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris, Presses de la FNSP, 1994.

[2] Russel J. Dalton, Martin P. Wattenberg (ed.), *Parties without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2000.

[3] Ces travaux rejoignent ceux d'Otto Kirchheimer et son modèle du parti attrape-tout : Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western Europe Party System », *In* Joseph La Palombara et Myron Weiner (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966. Ce modèle, renommé « parti d'électeur », a été repris par Jean Charlot *In Le Gaullisme*, Paris, Armand Colin, 1970.

[4] Pour une définition du « parti de masse » : Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, 1ère éd. 1951. L'affaiblissement de la position de « militant » dans les partis politiques peut néanmoins se combiner avec la réhabilitation du statut d'« adhérent ». Sur le cas de l'UMP : Florence Haegel, « The transformation of the French Right : Institutional imperatives and Organizational Changes", *French Politics*, 2, 2004, p. 185-202.

[5] Le déclin de l'engagement partisan ne serait qu'une des manifestations de cette crise parmi d'autres (hausse continue de l'abstentionnisme, montée des extrêmes, sentiment de coupure profonde entre représentés et représentants, manque de représentativité des organisations partisanes). Cf. notamment : Hugues Portelli (dir.), « La crise de la représentation politique », *Regards sur l'actualité*, sept-oct. 1990 ; Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise, l'élection présidentielle de mai 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; Jean Chiche, Dominique Reynié, « La France en dépression électorale », *L'état de l'opinion*, 2002, pp. 35-82.

[6] Jacques Ion, *La Fin des militants ?* Paris, Ed de L'atelier, 1997.

[7] Richard Katz, Peter Mair, "Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, n°1, 1995, pp. 5-28 ; Peter Mair, *Party system change. Approaches and interpretations*, New York, Oxford University Press, 1998.

[8] Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », *in* Daniel Cefaï, *Les Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp. 191-212.

[9] Sur le développement, après la seconde guerre mondiale, des principaux partis britanniques (le Parti travailliste et le parti conservateur) et allemands (le SPD et la CDU), Cf : Susan E., Scarrow, *Parties and their members. Organizing for victory in Britain and Germany*, New-York, Oxford University Press, Comparative European Politics, 1996, 277 p.

« faiblesse » organisationnelle et militante endémique – à l'aune des partis de gauche et plus spécialement du PCF[10]. Elle serait liée à la prédominance d'un « ethos bourgeois » parmi leurs membres, qui présiderait à un rapport plus « élitiste » et « individualiste » à la politique[11]. Jacques Lagroye, Guy Lord, Lise Mounier-Chazel et Jacques Palard ont jadis, quant à eux, constaté que la moindre inclination des adhérents girondins de l'UDR (par rapport au PC et PS) à se déclarer militant était liée à des possibilités d'activisme intra-partisan insuffisantes à leurs yeux[12]. En concevant les partis comme des structures d'offre de pratiques de participation politique à l'intention de leurs membres, ces auteurs invitent à une analyse des interactions entre les niveaux méso- (les organisations) et micro- (les individus) sociologiques[13] et, partant de là, des effets de l'organisation sur les représentations et les pratiques de ceux qui s'y investissent[14].

Cette perspective permet, en outre, de porter l'attention sur les logiques périodiques de production et d'activation d'une offre partisane de militantisme. Lagroye *et al.* indiquent ainsi, au terme de leur comparaison, que les modes de participation partisane sont modelés par la position du parti dans le système politique et, en particulier, par sa distance aux gouvernants[15] : de ce point de vue, si les partis de droite de la V^{ème} République sont peu militants, ce serait parce que contrairement au PCF et au PS, ils occupent le pouvoir politique – jusqu'en 1981. Même si, dans le cas qui nous intéresse, l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) détient le pouvoir présidentiel, gouvernemental et législatif depuis 2002, la valorisation d'une identité « militante » doit en effet être reliée à l'entreprise d'un groupe partisan, emmené par Nicolas Sarkozy et initialement minoritaire au sein du parti, pour en conquérir la direction « par la base »[16] en se démarquant des gouvernants, puis pour le « mettre en ordre de marche » en vue de la campagne présidentielle de 2007. Il s'agit ainsi moins, dans ce cas, d'un effet de la position structurelle du parti dans la compétition politique que d'une mobilisation, intra-partisane puis électorale, conjoncturelle. Le groupe « sarkozyste » installé à la direction de l'UMP en novembre 2004 met en place des techniques de recrutement et de « militantisme » destinées à intensifier la participation interne, produit un discours de valorisation de la « base », et cherche à les constituer en ressources dans la compétition électorale. Ce contexte est donc déterminant pour comprendre pourquoi, mais également de quelle manière, est produite une offre partisane de militantisme. Il souligne à quel point la détention de ressources collectives est essentielle aux candidats à l'élection présidentielle[17], et révèle également les contours de cette identité militante. En effet, à l'UMP,

[10] Pour une recension critique des travaux arguant de la « faiblesse » des partis politiques, et particulièrement de droite, en France, cf. Julien Fretel, Rémi Lefebvre, « Retour sur un lieu commun historiographique : la faiblesse des partis politiques en France », Journées d'études AFSP Science politique et histoire, 4-6 mars 2004, 64 p.

[11] Agnès Alexandre-Collier et Xavier Jardin, *Anatomie des droites européennes*, Paris, Armand Colin, 2004, pp. 72-86.

[12] Jacques Lagroye, Guy Lord, Lise Mounier-Chazel, Jacques Palard, *Les militants politiques dans trois partis français. (Parti Communiste, Parti Socialiste, Union des Démocrates pour la République)*, Paris, Pedone, 1976.

[13] Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherche à décloisonner », Colloque IFRESI-CERAPS « Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? », Lille, 8-10 juin 2006, 34 p.

[14] Cf. notamment le travail précurseur de Rosabeth Moss Kanter, « Commitment and Social Organization: A Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities », *American Sociological Review*, n° 4, 1968, pp. 499-517.

[15] Jacques Lagroye, *et al.*, *Les militants politiques dans trois partis…* , op.cit., p. 157.

[16] Anne-Sophie Petitfils, « La "seconde" fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », *Mouvements*, n° 52, 2007, pp. 57-63. Et comme l'avait fait avant lui Jacques Chirac, cf. Michel Offerlé, « Transformation d'une entreprise politique : de l'UDR au RPR 1973-1977 », *Pouvoirs*, n°28, 1983.

[17] Daniel Gaxie, « Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution », *In* Bernard Lacroix, Jacques Lagroye (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, pp. 333-375.

et contrairement à la Ligue Communiste Révolutionnaire et aux mouvements féministes[18], le contexte socio-politique qui détermine l'activation et la désactivation périodiques d'une offre organisationnelle de militantisme n'est pas modelé par l'émergence et le développement de mouvements sociaux, mais s'inscrit dans une configuration politique institutionnelle et électorale, la campagne présidentielle de 2007.

Les Jeunes Populaires (JP), l'organisation de jeunesse de l'UMP, tiennent une place particulièrement centrale dans cette stratégie de valorisation de la « base » et d'affichage « militant ». Il leur échoit par exemple de fournir les adhérents actifs nécessaires à un certain nombre d'opérations de communication et de recrutement (« caravanes des plages » depuis l'été 2005, « 48h de l'UMP », « nuit blanche » de l'UMP, etc.). Une des premières actions de la nouvelle direction de l'UMP est ainsi de prendre le contrôle des JP, en évinçant la présidente nommée par A. Juppé, puis élue par les adhérents de moins de 30 ans, pour la remplacer par Fabien de Sans Nicolas, membre comme l'ensemble de l'opposition interne aux JP du « comité des jeunes avec Sarko ». Plusieurs facteurs expliquent l'importance accordée à son organisation de jeunesse par la direction de l'UMP. D'abord, la trajectoire politique de ses principaux membres : Nicolas Sarkozy, Roger Karoutchi, Brice Hortefeux et Eric Raoult ont, en effet, en commun d'avoir accumulé ensemble des ressources partisanes à partir de la direction des jeunes du RPR, qu'ils animent depuis la création du parti et jusqu'à la fin des années quatre-vingt[19]. Il est ainsi vraisemblable que leurs propres trajectoires les incitent tout à la fois à valoriser les structures partisanes destinées à la jeunesse et à s'assurer qu'aucune « faction » n'est susceptible de s'y installer. Ensuite, le contexte de création et d'installation d'un nouveau parti est favorable à la mise en valeur de son rajeunissement dans un cadre plus large de renouvellement affiché des personnes et des pratiques[20]. Enfin, la valorisation des jeunes de l'UMP est soutenue par une croyance sociale plus large en la jeunesse comme force de mobilisation sociale, politique et électorale[21], initiée par un « mai 68 » que l'UMP souhaite estomper[22].

Ainsi donc, à partir du remplacement de la présidente des Jeunes populaires en septembre 2005, un certain nombre de cadres locaux sont également renouvelés – à Paris et Lille notamment – et les efforts de recrutement intensifiés, avec un succès affiché : 25 000 adhérents de moins de 30 ans sont ainsi revendiqués en septembre 2006, contre 9 000 en décembre 2004. Au cours de l'été 2006, le Règlement intérieur des Jeunes populaires est

---

[18] Florence Joshua, « Les conditions de (re)production de la LCR », *In* Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 25-68. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », *In* Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, pp. 229-250.

[19] R. Karoutchi est, dès 1977 et grâce à ses responsabilités à la tête du Comité des étudiants libéraux de France (CLEF), l'adjoint en charge des étudiants de N. Sarkozy, premier délégué national à la jeunesse du RPR, nommé par J. Chirac en 1976. Ils sont tous deux chargés de la campagne « jeunes » du candidat Chirac en 1981, à la suite de laquelle Roger Karoutchi succède à Nicolas Sarkozy à la tête des jeunes RPR. Eric Raoult est chargé de la jeunesse du RPR de 1986 à 1988, puis Nicolas Sarkozy revient à la tête des jeunes jusqu'à ses 35 ans : il est secrétaire national du RPR, chargé de l'Animation, de la Jeunesse et de la Formation de 1988 à 1990, avec pour adjoint Brice Hortefeux.

[20] Cf. à droite, Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme : biographie d'un héritier à histoires*, Paris: Belin, « Socio-histoires », 1999, 319 p. ; Michel Offerlé, « Transformation d'une entreprise politique : de l'UDR au RPR 1973-1977", op. cit. ; François Audigier, *Les Jeunes giscardiens de 1966 à 1974 ou une tentative d'instrumentalisation politique de la jeunesse*, DEA d'histoire, IEP de Paris, 1994, 178 p.

[21] Cf. entre autres Gérard Mauger, « Formes et fonctions des discours sociaux sur la jeunesse. La jeunesse mauvais objet », *In* Michèle Perrot (dir.) *Les jeunes et les autres*, Vaucresson : Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson, 1986, pp. 85-93. ; Thierry Blöss et Isabelle Feroni, « Jeunesse : objet politique, objet biographique », *Enquête. Cahiers du Cercom*, n° 6, 1991.

[22] Ce qui apparaît très directement dans les slogans des JP. « Génération 68 : leurs idées nous ont plantés, ils finiront bien par crever » proclame ainsi le dos d'un des t-shirts portés aux Universités d'été de 2006, qui affiche, de face, la « génération 2000 ».

modifié, et Fabien de Sans Nicolas est, cette fois, élu, en même temps qu'un Bureau national désormais entièrement remanié. Les Universités d'été de Marseille de l'UMP[23], en septembre 2006, mobilisent donc une organisation de jeunesse dont les cadres, mais également une grande partie des (nouveaux) adhérents, sont maintenant acquis à la direction de l'UMP et en particulier à celui qui est désormais, mais sans surprise, candidat déclaré à l'élection présidentielle. A quoi ressemble cette organisation de jeunesse dorénavant acquise à son leader, N. Sarkozy ? Qu'est-ce qu'une organisation de jeunesse « sarkozyste » en campagne présidentielle ?

A partir d'un questionnaire passé à ces Universités d'été et de nos terrains d'enquête respectifs[24], cet article s'intéresse aux conséquences sur les Jeunes populaires de l'activation périodique d'une offre partisane de militantisme au niveau de la direction de l'UMP, dans le cadre de la campagne présidentielle de 2007. Contre l'idée que cette offre produirait mécaniquement des effets uniformes sur les jeunes du parti, il examine les modes pluriels d'appropriation de l'identité « militante » valorisée par les directions de l'UMP puis des JP, et leurs effets sur le recrutement et les trajectoires des membres de l'organisation de jeunesse. D'abord, les accommodations pratiques et symboliques de ce militantisme affiché sont analysées en considérant les modalités concrètes de participation partisane des Jeunes populaires en lien avec les possibilités et les manières de se dire « militant » dans l'organisation. Ensuite, l'étude des effets de cette offre de militantisme sur la division du travail politique au sein du groupe insiste sur la diversité de ses appropriations. Il s'agit ainsi de comprendre quelles propriétés et trajectoires sociales rencontrent le mieux (ou sont le plus tenues de rencontrer) l'identité « militante » proposée par l'organisation. La division du travail ainsi établie permet, enfin, de saisir les effets de cette conjoncture « militante » sur les modes de sélection que produit l'organisation de jeunesse de l'UMP, concernant le recrutement de ses cadres comme l'accès à des postes politiques professionnels.

Qu'est-ce qu'être militant ?

Notre propos vise donc à identifier les activités que nos enquêtés des Jeunes populaires disent effectuer et les manières dont celles-ci sont étiquetées, ou non, comme « militantes ». Aussi, après avoir détaillé le dispositif d'enquête par questionnaire, nous nous attacherons à présenter les indicateurs nous permettant de cerner les logiques qui structurent les autodéclarations du rôle des JP, ainsi que leurs appropriations plurielles du « militantisme » proposé par la direction.

Dispositif d'enquête

Un questionnaire passé aux Universités d'été (UE) de l'UMP de septembre 2006, à Marseille, nous sert de base pour approcher les pratiques de participation partisane et les représentations qui s'y attachent. Cette méthode d'enquête présente l'intérêt de rendre perceptibles les représentations légitimes, dicibles, de ces activités chez les enquêtés, et de permettre de les rapporter, d'une part, au discours officiel de l'organisation (porté par ses cadres lors d'interventions publiques), et d'autre part, aux discours, savants ou non, sur le militantisme à droite. Sa conception impliquait une réflexion préalable sur les indicateurs pertinents pour apprécier le degré d'intensité du militantisme. Ainsi, aux questions relevant de la représentation de leur propre rôle dans l'organisation et du temps consacré à l'organisation, nous en avons adjoint d'autres portant sur des pratiques les plus variées possible, qu'elles

[23] Les « jeunes » constituent le seul public des UE de l'UMP ; c'était déjà le cas au RPR.
[24] Réalisés dans le cadre de deux thèses de science politique portant, pour l'une, sur la fédération du Nord de l'UMP et, pour l'autre, sur les Jeunes populaires et le Mouvement des jeunes socialistes.

renvoient à des pratiques de « participation interne et de diffusion des idées » (faire connaître aux citoyens les idées de l'UMP, assister à des meetings, voter aux élections internes…), à des activités « de terrain » (participer à une campagne électorale, distribuer des tracts, coller des affiches), à des tâches « d'organisation » (participer / organiser un dîner débat, participer / organiser un débat public, organiser des réunions privées…) ou à des tâches « de direction » (participer aux réunions des comités, faire connaître aux dirigeants les souhaits des citoyens…).

277 questionnaires exploitables ont été recueillis, soit un taux de retour d'approximativement 18%[25]. Ils ont été distribués et récoltés tant sur le site même des Universités d'été (le Parc Chanot de Marseille) que dans les trains et bus affrétés, pour l'occasion, par la direction de l'UMP. Ceci nous a permis de toucher la partie des adhérents qui, bien qu'inscrite aux UE, était davantage présente, dans la journée, sur les plages marseillaises qu'au Parc Chanot, et qui représente un quart des répondants. Il convient de souligner que les membres des JP ayant répondu au questionnaire ne sont pas exactement ceux auxquels nous avons accès par ailleurs *via* nos enquêtes ethnographiques au sein des fédérations. En effet, la participation à ces UE est conditionnée à une sélection par les cadres des JP : chaque département dispose d'un nombre limité de places, en baisse par rapport à l'année précédente, alors même que l'organisation revendique une augmentation constante de son nombre d'adhérents. Certains ont d'ailleurs menacé de boycotter les Universités d'été pour protester contre cette diminution, à l'image de la Bourgogne, qui passe de 20 places en 2005 à 2 en 2006. Il semble en effet que la répartition des places par fédération ne soit pas exactement proportionnelle au nombre d'adhérents. Les Ardennes ont 2 places pour 90 adhérents, l'Aube 7 places pour 80 adhérents, la Marne 13 places pour 300 adhérents, les Yvelines 25 pour 600 adhérents, etc. Si cette sélection est censée récompenser les adhérents les plus « méritants », elle est en pratique du seul ressort des Responsables départementaux jeunes (RDJ) et des Responsables départementaux adjoints (RDJA) et constitue ainsi une ressource importante leur permettant de réaffirmer leur autorité. La participation aux équipes de football s'affrontant pendant les UE est plus concurrentielle encore[26], dans la mesure où celles-ci sont constituées à l'échelle des « régions » (circonscriptions européennes), et leurs membres choisis par les responsables nationaux de ces zones fraîchement renouvelés par le président des JP élu en juin 2006. Dans les deux cas, la maîtrise de ces rétributions par les cadres des JP les conduit à sélectionner leurs proches afin de conforter les alliances locales. Aussi, on peut supposer que ce ne sont pas nécessairement les membres les plus « méritants » (en termes de temps et d'énergie consacrés à l'organisation) qui participent aux UE, mais les plus loyaux aux dirigeants.

Principes structurants des autodéclarations de rôle dans l'organisation

63% des répondants se considèrent comme des « militants actifs » des Jeunes populaires, et on peut supposer que la participation aux UE en constitue, à leurs yeux, une confirmation en acte. Si l'on ajoute les 13% de participants qui se voient comme des « cadres » de l'organisation, on obtient alors l'image de membres très fortement investis dans

[25] Le nombre de participants aux UE est difficile à connaître précisément, les annonces allant de 1000 à 7000 participants, selon qu'il s'agit de responsables locaux des JP regrettant le faible nombre de places, ou de responsables nationaux de l'UMP dans un communiqué de presse annonçant la « rentrée politique » du parti. Nos propres comptages, effectués lors des déjeuners pris en commun, se situent aux environs de 1500 personnes.

[26] En tous cas, parmi les hommes. La concurrence est nettement moins forte parmi les jeunes femmes, alors que leur présence dans les équipes est rendue obligatoire par le règlement du tournoi rédigé par l'équipe nationale des JP. Signe de la désertion des participantes, une des enquêtrices a été recrutée dans une équipe.

les activités des JP. Pourtant, celle-ci se brouille si l'on porte l'attention, cette fois, sur le temps consacré au militantisme : presque la moitié des répondants (49%) déclare dédier deux heures ou moins par semaine aux activités de l'organisation[27]. Plus surprenant encore, 40% des « militants actifs » font la même réponse ; seuls ceux qui se considèrent comme des « cadres » déclarent massivement consacrer 10 heures et plus par semaine à leurs activités partisanes (Tableau 1).

Tableau 1 : Temps consacré au militantisme en fonction du rôle déclaré dans l'organisation

	Combien de temps, en moyenne, consacrez-vous au militantisme par semaine ?			Ensemble (% en colonne)
Considérez-vous que vous êtes :	2 heures et moins	De l'ordre de 5 heures	10 heures et plus	
Un simple adhérent ou un militant épisodique[28]	91*	6	2	24
Un militant actif	40	40	20	63
Un permanent, un cadre	18	6	77	13
Ensemble	49	28	23	100

* Exemple de lecture : 91% de ceux qui se disent « simples adhérents » ou « militants épisodiques » des Jeunes populaires déclarent consacrer, en moyenne, 2 heures et moins par semaine au militantisme

Ainsi donc, si la conception subjective de son rôle dans l'organisation entretient des rapports relativement directs avec les représentations de l'investissement temporel en son sein pour les « simples adhérents et militants épisodiques » d'un côté et les « cadres » de l'autre, elle est moins évidente concernant le groupe majoritaire parmi les répondants, celui des « militants actifs ». Pour comprendre cette dernière catégorie, il convient de s'intéresser aux postes occupés dans l'organisation : aux 63% de « militants actifs » répondent les 67% de Conseillers nationaux des Jeunes populaires (CNJP), deux groupes dont les contours sont flous au regard de nos indicateurs (Tableau 2).

Tableau 2 : Rôle dans l'organisation en fonction du poste occupé

	Actuellement, avez-vous des responsabilités au sein des Jeunes populaires ?				Ensemble (% en colonne)
Considérez-vous que vous êtes :	Aucune	CNJP	RDJ/A	DN	
Un simple adhérent ou un militant épisodique	59**	41	0	0	24
Un militant actif	20	78	1*	1*	63
Un permanent, un cadre	20	54	20	6*	13
Ensemble	28	67	3	2	100

*= effectifs de 1 ou 2 personnes

[27] Des auteurs ont déjà relevé ce paradoxe dans une étude ancienne citée par Maurice Duverger, qui regrettait justement qu'ils ne se soient pas demandés « à quoi correspondait dans leur esprit la notion de militantisme ? ». Cf. Charles Bettelheim et Suzanne Frère, *Auxerre en 1950*, Paris, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 17, 1950, cité *in* Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, 1ère éd. 1951, pp. 175-176.

[28] Nous regroupons deux propositions de réponse présentes dans le questionnaire (« simple adhérent » et « militant épisodique »), dans la mesure où ces deux catégories de répondants ont des comportements très proches et qu'ils ne représentent ensemble qu'un quart de la population enquêtée.

** Exemple de lecture : 59% de ceux qui se disent « simples adhérents et militant épisodique » des Jeunes populaires déclarent n'y exercer aucune responsabilité.

Les CNJP représentent en effet 41% des « simples adhérents et militants épisodiques », plus de la moitié des « cadres », et la grande majorité (presque 80%) des « militants actifs ». Ils sont élus au sein des fédérations, au scrutin de liste, à raison d'un Conseiller national pour 10 adhérents. Il s'agit d'une fonction faiblement compétitive pour laquelle les candidats sont généralement cooptés par les RDJ – ce dont témoigne le fait qu'il n'y a dans l'immense majorité des cas qu'une liste candidate. En outre, une révision des statuts des Jeunes Populaires, adoptée au cours de l'été, affaiblit encore leur rôle puisqu'ils ne sont plus réunis physiquement une fois par an (au moins) pour adopter un programme d'action, comme c'était le cas précédemment. Désormais, les conseillers nationaux des JP élisent leur Président et adoptent d'éventuelles révisions des statuts, par vote électronique. La pratique contribue encore à affaiblir leur rôle puisqu'en juin 2006 il n'y a eu qu'un candidat – le sortant, nommé moins d'un an auparavant par la nouvelle direction de l'UMP – au poste de président. Faut-il alors considérer que c'est la nature même des activités, et non le temps qui y est consacré ou l'occupation formelle de responsabilités, qui déterminent ces représentations de sa position dans l'organisation ?

Tableau 3 : Pratiques de participation partisane déclarées en fonction du rôle dans l'organisation[29]

	Statut dans l'organisation déclaré		
Tâches effectuées « souvent » et « très souvent »	Simple adhérent et militant épisodique	Militant actif	Cadre
Participation interne et diffusion			
Faire connaître aux citoyens les idées de l'UMP	51 %*	75 %	74 %
Assister à des meetings	49 %	80 %	73 %
Voter aux élections internes	44 %	76 %	73 %
Participer à des réunions de réflexions	30 %	68 %	71 %
Activités de terrain			
Participer / organiser une campagne électorale	11 %	46 %	56 %
Distribuer des tracts	9 %	45 %	42 %
Coller des affiches	2 %	27 %	17 %
Tâches d'organisation			
Participer / organiser un dîner débat	9 %	39 %	65 %
Recruter des adhérents	17 %	46 %	62 %
Participer / organiser un débat public	9 %	42 %	54 %
Organiser des réunions privées	8 %	27 %	45 %
Mettre sous pli	3 %	22 %	26 %
Tâches de direction			
Participer aux réunions des comités[30]	24 %	60 %	79 %
Faire connaître aux dirigeants les souhaits des citoyens	16 %	48 %	57 %
Participer à des séminaires	9 %	18 %	42 %
Ensemble	24 %	63 %	13 %

[29] La question est la suivante : « Parmi les activités qu'un adhérent peut effectuer, quelles sont celles auxquelles vous consacrez du temps ? » ; quatre modalités de réponse (jamais, parfois, souvent, très souvent) sont proposées pour chaque activité.

[30] Comités de ville ou de circonscription, organes collectifs de direction de l'UMP.

* Exemple de lecture : 51% des membres des JP qui se considèrent comme de simples adhérents ou comme des militants épisodiques de l'organisation déclarent faire connaître aux citoyens les idées de l'UMP souvent et très souvent.

Ce tableau montre un net contraste, en termes de volume d'activités déclarées, entre d'une part les « simples adhérents et militants épisodiques », et d'autre part les « militants actifs » et les « cadres ». Nos différents indicateurs sont ainsi cohérents concernant le premier groupe, celui des « simples adhérents et militants épisodiques » qui représentent ensemble le quart des répondants : ils n'ont pas ou peu de responsabilités au sein de l'organisation, ils y consacrent en moyenne deux heures et moins par semaine, et leurs activités sont circonscrites, principalement, au premier groupe, « participation interne et diffusion »: participer à des meetings, faire connaître les idées de l'UMP, participer à des réunions de réflexions et voter aux élections internes. Ils évoquent ainsi le groupe des « supporters », circonscrit par F. Haegel, qui compose « la base » de l'UMP et entretient des liens faibles avec le parti[31].

S'ils contrastent fortement avec les « simples adhérents et militants épisodiques », les « militants actifs » et les « cadres » sont moins homogènes et, surtout, selon le type d'activité, l'évolution de la proportion de réponses positives n'est pas linéaire : les « cadres » ne déclarent pas toujours participer davantage aux pratiques partisanes que les « militants actifs ». On remarque, en particulier, que concernant les activités les plus identifiées comme relevant d'un « militantisme de terrain » (notamment, distribuer des tracts et coller des affiches) les « cadres » sont moins nombreux que les « militants actifs » à déclarer les effectuer souvent ou très souvent. Au contraire, l'écart positif entre les deux catégories est le plus fort (plus de 15 points) lorsqu'il s'agit d'activités d'organisation (recruter des adhérents, organiser un dîner débat, organiser des réunions privées), de direction (participer aux réunions des comités) ou de réflexion (participer à un dîner débat, participer à des séminaires). Au sein de ce second groupe qui a en commun de consacrer le plus de temps aux activités partisanes et de participer souvent ou très souvent à une large palette d'activités, on peut ainsi dessiner deux sous-groupes. Le premier, celui des « militants actifs », est composé d'agents qui occupent très rarement une position supérieure à celle de CNJP, et qui sont plus fortement investis dans les activités « de terrain », qui ont tendance à être ponctuelles (campagnes électorales), ce qui explique le moindre temps consacré au militantisme en moyenne. Le second, celui des cadres, regroupe, outre des Conseillers nationaux, également des RDJ et des cadres nationaux, et est davantage tourné vers des activités d'organisation et de réflexion, qui sont quant à elles plus régulières, et aux prises directes avec les élus et les responsables locaux de l'UMP. Ainsi donc, ceux qui se disent les plus « militants » ne sont pas les « cadres » : le type de tâche partisane qu'ils disent effectuer permet précisément de distinguer ces deux catégories d'acteurs.

Si l'autodéfinition de son propre rôle au sein de l'organisation est influencée par les activités revendiquées, on peut logiquement supposer que cette division du travail partisan s'ordonne selon des principes sociaux et politiques qu'il convient désormais de comprendre.

Les logiques sociales et partisanes des autodéclarations « militantes » des Jeunes populaires.

Les résultats révèlent que la propension à se revendiquer « militant actif » et à déclarer effectuer des activités « de terrain » (collage, tractage) sont liées. À l'inverse, ce sont les « simples adhérents et militants épisodiques » qui déclarent le plus ne jamais tracter et coller. Tout fonctionne comme si seuls les adhérents qui effectuent ou disent effectuer ces tâches

[31] Florence Haegel, « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », dans ce même numéro.

pouvaient se dire « militant actif ». Cependant, l'inclination des enquêtés à endosser ce rôle, bien que promu par la direction des JP, est inégalement distribuée. En croisant leurs auto-déclarations avec des critères objectifs, il apparaît que leurs représentations sont étroitement liées à des logiques sociales, genrées et institutionnelles en interaction.

La représentation sociale et partisane dominante du militantisme et sa difficile appropriation par les Jeunes populaires

Les dirigeants des JP et, *a fortiori*, la nouvelle direction de l'UMP, (ré)activent l'identité militante de l'organisation et entretiennent l'idée que le travail de terrain est essentiel, et tout particulièrement en temps de campagne électorale. Longtemps resté le monopole des entrepreneurs de gauche, le militantisme est ainsi aujourd'hui revendiqué par les partis conservateurs, en l'occurrence l'UMP, « et l'appropriation d'un lexique (la base) et d'activités militantes (collages, fêtes, rassemblements populaires, distribution de tracts) dans des partis 'de droite' français traduit une tentative de réappropriation de symboles et de pratiques traditionnellement connotés à gauche »[32]. En ce sens, l'image d'Epinal du militant de gauche ne s'impose pas seulement aux politistes[33] mais également aux partisans de droite :

> « Honnêtement, l'image du militant que j'avais, c'était le mec qui tractait-collait. C'est l'image que tout le monde se fait du militant. C'est sûr que quand on est un militant, on passe par là, même si ce n'est pas obligatoire. » (Adhérent du Nord depuis 1998, ancien RDJA, diplômé d'école d'ingénieur, créateur d'entreprise)

À l'UMP, ces tâches échoient largement aux JP. Cette division intra-organisationnelle du travail permet tout autant de valoriser le dynamisme de l'UMP que d'éviter que les activités partisanes les moins qualifiées ne portent atteinte à l'image du parti dans son ensemble[34]. Ainsi, tout concourt à ce que, chez les JP, les représentations du « militant actif » se confondent avec celles de l'activiste de terrain : non seulement elles correspondent à la définition socialement dominante du « militant » telle que façonnée par les partis politiques de gauche, mais en outre, elles sont conformes au rôle que leur assignent leurs aînés de l'UMP et que relayent les responsables de l'organisation de jeunesse. Dans le contexte de la préparation de l'élection présidentielle, les UE de Marseille ont donné l'occasion à F. de Sans Nicolas, le Président des JP nouvellement élu, de réaffirmer l'identité militante des JP :

> « Parce que désormais être jeune et de droite n'est pas un tabou mais une réalité affirmée, assumée et respectée. Une nouvelle génération est en marche, votre génération. Notre génération. » Extrait du discours de Fabien de Sans Nicolas aux Universités d'été de Marseille le 03/09/06.

L'affichage « militant » et « populaire » de cette organisation de jeunesse est également audible dans la surenchère sur ce même thème face à son principal concurrent dans le champ politique et dans le cadre de la compétition électorale à venir, le MJS :

> « A ceux qui veulent nous caricaturer, je leur réponds : Pensez bien à ces quelques 500 militants jeunes socialistes présents à la Rochelle, pour accueillir le retour "d'Hibernatus " [Lionel Jospin] - Qu'ils doivent se trouver bien pâles à nous voir, nous, 7000 personnes, rassemblés dans cette belle ville populaire qu'est Marseille. » *Ibid.*

[32] Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002, pp. 69-70.

[33] Françoise Subileau, « Le militantisme dans les partis politiques sous la cinquième République : état des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1981, pp. 1038-1068. Julien Fretel et Rémi Lefebvre, « Retour sur un lieu commun historiographique… », op.cit.

[34] On souscrit à l'hypothèse de F. Sawicki et J. Siméant selon laquelle « toutes les organisations ne peuvent proposer des activités à faible coût d'entrée et celles qui le font pratiquent également une forte division du travail interne afin d'éviter que les activités les moins nobles et qualifiées ne portent atteinte à l'image ou à l'efficacité perçue de l'organisation. » Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « La sociologie de l'engagement… », art. cité.

Cependant, cette assignation des jeunes du parti aux tâches « militantes » n'est pas sans ambiguïté. Nos entretiens montrent en effet que ce type d'activités ne va pas de soi dans une organisation de jeunesse de droite. Ils laissent transparaître un sentiment d'étrangeté initiale, voire de défiance, à l'égard de ces activités de terrain :

> « Je dirais, le sale boulot, on se l'est tapé aussi. Enfin, le "sale boulot", c'est pas du sale boulot, mais il y a beaucoup de personnes qui pour des raisons éthiques ou autres ne veulent pas tracter, ni coller, ben, c'est bien. » (Adhérent JP du Nord depuis 2004, étudiant en capacité en droit).

La crainte de se voir attribuer le stigmate du militant « écervelé », d'être enfermé dans des activités dévaluées, d'apparaître comme interchangeable, transparaît dans les entretiens menés. Cette méfiance à l'égard des activités de terrain est redoublée, chez ces jeunes, par la spécificité de l'identité qu'ils doivent endosser : tracter et coller impliquent notamment d'assumer publiquement l'identité de « militant de droite ». Malgré les appels à une « droite décomplexée » de leurs dirigeants, il est souvent difficile pour eux de la revendiquer surtout devant des proches ou des connaissances :

> « Je n'avais jamais osé tracter chez mes parents, parce que mes parents étant commerçants dans cette ville-là, ils connaissent les gens, je connaissais les gens, je n'avais pas envie… (…) J'ai mis un certain temps, enfin j'ai dû évoluer pour prendre mon courage à deux mains, et sortir ; alors j'y allais avec des lunettes de soleil à l'époque, mais le temps s'y prêtait aussi… J'ai commencé à sortir des réunions entre nous, pour aller dans la rue, et c'était très dur, parce que [la ville], c'est très ouvrier comme milieu, et on se faisait parfois insulter quand on tractait pour l'Europe, y'en a qui disaient à leur femme : "ne touche pas à ça, c'est de la merde !" Il faut… Il y a quand même un pas à faire pour aller tracter. (…) En fait je crois que le déclic c'est plus le jour où j'ai commencé à tracter que le jour où j'ai pris ma carte. Le jour où j'ai commencé à tracter, j'ai dû assumer mes positions vraiment, et depuis c'est… C'est une des choses qui me prend le plus de temps en dehors des études. (…) Là, je m'assume très bien maintenant. Ce changement, c'est de passer des réunions où on est entre nous à dehors, ça a été vraiment difficile, et je l'ai fait parce que… Parce que j'étais avec les autres, j'étais un peu pris dans cette campagne [sur le TCE], où j'ai commencé par mettre les chaises dans les réunions publiques, fait des choses, et puis derrière, le lendemain, "tu viens, on va tracter"… Euh… Ouais… Bon, ben, d'accord. » (Adhérent JP de Paris depuis 2003, étudiant à l'ESSEC)

Comme le montre cet extrait, cela ne signifie aucunement que ces jeunes ne pratiquent jamais des activités de terrain, mais plutôt que ces modalités de participation n'ont rien d'évident pour eux *a priori* et que leur valeur doit être sans cesse réaffirmée, ce qu'ils font principalement de deux manières. D'une part, ils insistent sur le fait qu'elles leur fournissent une place à part entière au sein de l'organisation, y compris pour les activités de « réflexion » plus immédiatement valorisées. Si les résultats indiquent que les militants actifs déclarent coller et tracter souvent, ils montrent également qu'ils disent participer souvent à des réunions de réflexion ou à l'organisation de débats publics. À l'inverse, ceux qui se revendiquent comme « simples adhérents » sont significativement surreprésentés parmi ceux qui ne participent ou disent ne participer à aucune action militante que ce soit tracter et coller ou participer aux réunions des comités locaux, à l'organisation de débats publics et voter aux élections internes. Tout se passe comme si les « militants de terrain » se sentaient davantage autorisés à prendre la parole dans le parti et à effectuer des actions plus valorisées.

D'autre part, l'implication sur le « terrain » est soutenue par l'intégration dans une sociabilité festive et transgressive :

> « Il y a une chose aussi, je m'en rappelle maintenant, c'est vrai qu'aujourd'hui je ne vois plus du tout les choses de cette manière-là, mais j'étais complètement méfiant à l'idée d'un mouvement de jeunes, parce que pour moi c'était distribuer des tracts et coller des affiches, donc déjà je méprisais un peu ce genre d'activité. Alors qu'avec le recul, plus du tout, c'est des activités qui sont nécessaires et qui ont beaucoup d'intérêt. Et, en plus, je pensais à l'époque qu'un mouvement de jeunes était là pour faire les tâches, un peu ingrates, que les autres ne voulaient pas faire, ce qui n'est pas vrai non plus, je pense que j'en avais une image assez mauvaise et assez caricaturale. (…) Le côté action de terrain, j'ai appris à apprécier assez rapidement, les tractages, les collages ; les collages, c'est différent, parce que les collages, en fait, c'est drôle. On est trois en pleine nuit, habillés horriblement, à essayer de coller

n'importe comment, c'est dégueulasse, on s'en fout partout. Ou alors quand on repart et qu'on voit un mur collé de jeunes populaires, on est ravi, on a l'impression d'avoir fait du bon boulot, il y a une bonne ambiance, c'est marrant. Mon premier collage, j'étais un peu suspicieux avant, on était trois, on a collé, on avait nos vêtements dégueulasses, on a débarqué à *Pizza Pino* à 3 heures du matin se prendre une pizza, les gens nous regardaient, ils se demandaient d'où on sortait, c'est ce genre d'ambiance qu'est assez sympa. » (Adhérent JP de Paris depuis 2003, étudiant à Sciences Po)

L'issue festive des actions de terrain répond ainsi à la rationalisation croissante du travail partisan[35] et à la dévaluation sociale des activités « de terrain », et vient compenser les coûts du militantisme. Elle vient renforcer l'intensité de la sociabilité exclusive aux « militants » et leur offre même la possibilité de se réapproprier le stigmate associé à ces tâches. Il s'agit, en effet, pour eux de trouver plaisir, *via* la force de la sociabilité, à rompre temporairement avec des normes vestimentaires et corporelles soignées. Cette transgression – légère – révèle une des raisons de leurs difficultés à s'approprier l'identité « militante » encouragée par les directions de l'UMP et des JP : l'importation de pratiques connotées à gauche charrie avec elle l'imagerie associée au « mouvement ouvrier » qui fait de la figure du « militant » une figure populaire – mais également masculine.

Un réenchantement viril des activités partisanes de « terrain »

Si les connotations sociales associées au « militantisme » compliquent leur appropriation par de jeunes partisans de droite issus de milieux sociaux favorisés[36], en revanche leur caractère masculin, et même viril[37], en fournit un mode de réenchantement. La division sexuée du travail partisan est ainsi particulièrement importante pour saisir les accommodations des activités de « terrain »[38].

Sans surprise, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à ces UE : elles représentent le tiers des répondants. De même, elles sont 60% à déclarer consacrer « 2 heures ou moins » au militantisme par semaine en moyenne quand les hommes sont 40% à le faire. En revanche, si l'on s'y intéresse activité par activité, la division sexuée du travail n'est pas homogène. Tout d'abord, les femmes déclarent autant que les hommes participer aux activités dont on a vu qu'elles étaient les moins discriminantes (assister à un meeting, faire connaître les idées de l'UMP) mais pas seulement : elles disent également participer à certaines tâches d'organisation dans des proportions semblables aux hommes (participer à l'organisation de débats publics, mettre sous pli, organiser des réunions privées…). Elles affirment également parler de politique avec leurs proches dans la sphère privée (familiale, amicale et professionnelle) et recruter des adhérents autant que les hommes[39].

---

[35] Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « La sociologie de l'engagement… », art. cité.

[36] Les Jeunes populaires ont une origine sociale relativement homogène et socialement favorisée : près de 44% et de 25% des jeunes ont respectivement un père et une mère cadre, profession libérale ou intellectuelle. Un autre quart est issu de la catégorie des indépendants (père agriculteur : 4% ; artisan : 5% ; commerçant : 8% et chef d'entreprise : 8%). A contrario, seuls un peu moins de 13% des répondants sont issus des catégories populaires : père employé : 9% ; ouvrier : 3% ; chômeur : 1%.

[37] On définit la virilité comme « une performance masculine qui exprime de manière exacerbée la domination masculine, en particulier dans sa composante sexuelle (l'ostentation de la domination sexuelle masculine) et physique (force, recours à la violence) ». Cf. Stéphanie Guyon, « Supporterisme et masculinité : l'exemple des *ultra* à Auxerre », *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, pp. 81-96.

[38] Sur la construction virile des pratiques « militantes », cf. notamment Claude Fossé-Poliak et Gérard Mauger, « La politique des bandes », *Politix*, n°14, 1991, pp. 27-43 ; Isabelle Sommier, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *In* Philippe Braud (dir.) *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 341-366.

[39] Nombreux sont ainsi les enquêtés, femmes et hommes, qui ont précisé, alors que le questionnaire leur demandait d'indiquer si leurs parents ou des membres de leur famille étaient membres de l'UMP, que cette adhésion était intervenue après qu'eux-mêmes aient intégré les JP. L'influence de la sociabilité familiale sur l'engagement partisan fonctionne en effet également des enfants vers les parents. Cf. Alan S. Zuckerman, Josip

Ces tâches ne correspondent pas à la définition dominante – savante ou indigène – du militantisme, qui privilégie l'exposition publique et la mise en danger de soi. Et en effet, les écarts entre les hommes et les femmes sont les plus élevés concernant les activités « de terrain » : 25% des hommes et 9% des femmes déclarent coller des affiches souvent ou très souvent ; 40% des hommes et 27% des femmes distribuer des tracts souvent ou très souvent ; 46% des hommes et 26% des femmes participer à une campagne électorale. Ces résultats indiquent que les actions « militantes » requerrant une exposition publique de son corps demeurent « masculines »[40]. Les anecdotes, entrées dans l'histoire collective du groupe, vantent l'héroïsme du militant de terrain et contribuent au réenchantement viril de ces activités.

> « Une anecdote : un coup, on s'est fait caillasser… On était dans une vieille Super 5 d'un pote et on s'est fait caillasser, battes de baseball, coups de poings, là ici, Porte des Postes, je crois. On s'est fait suivre par ces gens-là [des jeunes du quartier], on a appelé les flics : « On est suivi, qu'est-ce qu'on fait ? » On n'a pas réussi à les semer et en fait, ceux qui nous suivaient, on les emmenait au poste central de police ! » (Adhérent JP du Nord depuis 2003, étudiant en maîtrise de Droit).

La dangerosité potentielle de ces activités pour les membres de l'organisation, qui est véhiculée dans ces récits « identitaires »[41], participe à l'imposition d'une définition masculine du militantisme et concourt ainsi à l'exclusion et à l'auto-exclusion des femmes :

> Un soir de printemps 2005, une séance de collage à Lille Sud est prévue. Les collages dans le Sud de la cité du Nord sont toujours tendus car potentiellement risqués : ces quartiers populaires servent de tampon entre les quartiers plutôt bourgeois du cœur de la ville et les quelques rares communes demeurées communistes, plus au sud. Le rendez-vous est fixé à 22h00 à la fédération UMP du Nord. Quelques habitués, tous des hommes, sont présents. Lorsque le RDJ entraperçoit l'enquêtrice et que celle-ci lui fait part de son souhait de participer à cette séance de collage, pour observer, il décide subitement d'organiser une séance de boîtage à Lille centre. Il semble que cette présence féminine déroge aux règles implicites en vigueur dans ce milieu partisan et bien connues des Jeunes populaires de sexe féminin puisque l'enquêtrice est la seule participante ce soir-là. En l'occurrence, exclusion et auto-exclusion sont intimement liées et concourent à l'absence des femmes dans ces activités éminemment « militantes ».

Moins enclines à participer à ces tâches « militantes » par excellence, les femmes investissent davantage des activités invisibles car non publiques et non publicisées[42] : elles sont très présentes dans les permanences de l'UMP où elles s'occupent souvent du secrétariat, de la mise sous pli, du *phoning*… Invisibles car non-conformes à la définition dominante du militantisme, ces activités traditionnellement féminines sont également invisibilisées car elles sont effectuées par des femmes. Leur participation au bon fonctionnement du parti est perçue comme le prolongement de leurs compétences « naturelles » de femmes et ne leur demanderait donc pas un effort particulier[43]. Malgré ces différences notables dans les activités privilégiées selon le sexe, les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes à s'auto-définir comme « militant(e) actif(ve) » (tableau 4), ce qui indique qu'elles ne partagent pas la définition prépondérante du militantisme, qui leur est défavorable.

Dasovic, Jennifer Fitzgerald, *Partisan Families: The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain*, Cambridge University Press, 2007.

[40] C'est-à-dire à la fois accordées aux qualités supposées « naturellement » masculines et effectuées en majorité par des hommes. Cf. Xavier Dunezat, « Des mouvements sociaux sexués », *Nouvelles questions féministes*, 19 (2-3-4), 1998, pp. 161-196

[41] Scott A. Hunt et Robert D. Benford, « Identity talk in the Peace and Justice Movement », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 22, n° 4, 1994, pp. 488-516.

[42] Judith Taylor, « Les tactiques féministes confrontées aux tirs "amis" dans le mouvement des femmes en Irlande », *Politix*, 78, 2007, pp.65-86.

[43] Lucie Bargel, « La socialisation politique sexuée », *Nouvelles questions féministes*, 24 (3), 2005, pp. 36-49 ; Catherine Achin *et alii., Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007.

Tableau 4 : Rôle déclaré dans l'organisation en fonction du sexe

Sexe	Rôle déclaré dans l'organisation			Ensemble (% en colonne)
	Simple adhérent et militant épisodique	Militant actif	Cadre	
Femmes	32*	61	8	31
Hommes	21	65	15	69
Ensemble	24	63	13	100

* Exemple de lecture : 32 % des femmes de déclarent « simples adhérentes et militantes épisodiques ».

En revanche, elles sont sensiblement plus nombreuses que les hommes à se revendiquer « simples adhérentes et militantes épisodiques », et nettement moins enclines à se déclarer « cadres ». En effet, outre les activités de terrain qui sont les plus discriminantes pour les femmes (coller des affiches, tracter, participer à une campagne électorale), les activités associées au groupe des « cadres » telles que décrites dans le tableau 3 (participer aux réunions des comités de l'UMP, participer / organiser des séminaires, des débats publics, faire connaître aux dirigeants les souhaits des citoyens), sont également celles que les femmes déclarent le moins pratiquer, on va y revenir.

À travers les différents principes de division du travail partisan étudiés, on saisit donc plus précisément qui sont les « militants » de l'UMP. C'est d'abord aux « jeunes » que sont assignées les tâches de « terrain », et plus encore, en leur sein, à ceux qui n'occupent pas les postes de direction. Ensuite, la division sexuée du travail partisan permet davantage aux hommes de s'approprier ces activités. Il faut également prendre en compte un troisième facteur de variation dans les appropriations, par les membres des Jeunes populaires, de l'identité militante qui leur est tout à la fois proposée et assignée : leur période d'entrée dans l'organisation. Celle-ci façonne tant leurs propriétés sociales que leurs opportunités de participer aux rites d'intégration dans l'organisation.

Cohortes d'adhésion et appropriations de l'identité militante

Les résultats de cette enquête par questionnaire portent en effet la trace de la récente mobilisation partisane qui a abouti au triplement des effectifs de l'UMP, dans l'objectif de la campagne présidentielle de 2007. 59% des répondants ont adhéré après l'arrivée de N. Sarkozy à la tête de l'UMP en novembre 2004. Ils sont même 38% à s'être encartés après la campagne sur le Traité constitutionnel européen (TCE) de mai 2005. Ces adhérents les plus récents représentent la moitié des Jeunes populaires qui déclarent consacrer « moins de deux heures » aux activités de l'organisation, et sont également plus enclins à se revendiquer militants épisodiques. À l'inverse, ceux qui sont entrés aux JP avant 2004 sont significativement surreprésentés parmi ceux qui déclarent « plus de 10 heures » de militantisme par semaine et qui se présentent comme des « cadres ». Ainsi, l'ancienneté de l'engagement favoriserait la participation militante ou du moins la propension à déclarer une participation active. À l'inverse, plus l'engagement est récent, moins les JP consacrent / disent consacrer du temps à l'organisation. Ces effets de génération[44] renvoient à deux logiques en interaction : le recrutement de l'organisation a évolué avec le temps, tout comme les modalités d'intégration des nouveaux entrants au sein des JP.

Les résultats indiquent clairement que les femmes sont surreprésentées parmi les adhérents qui sont entrés dans le parti après la campagne sur le TCE[45]. À l'inverse, les

[44] On identifie les « générations » à partir du critère de la date d'adhésion, notre propos étant précisément d'examiner les autres caractéristiques que partagent leurs membres. Cf. Cécile Péchu, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 73-103.

[45] En cela, nos résultats vont dans le même sens que le sondage réalisé par l'institut IPSOS les 21 et 22 septembre 2005, auprès des « nouveaux adhérents » de l'UMP, à la demande des dirigeants du parti (et

hommes le sont parmi ceux qui ont adhéré avant l'été 2004 et l'arrivée de N. Sarkozy à la tête de l'UMP. Ils sont également surreprésentés dans la population de ceux qui adhéraient à un parti cofondateur de l'UMP. Aussi, nous pouvons penser que le renouvellement de la « base » des Jeunes populaires s'est fait en faveur des femmes. Ces dernières ne sont que 14% à avoir adhéré aux JP avant l'été 2004, tandis qu'elles sont plus de 45% à y être entrées depuis l'arrivée de N. Sarkozy à la présidence de l'UMP. Les hommes, quant à eux, tendraient davantage à maintenir leur engagement dans le temps.

Lorsque l'on s'intéresse aux propriétés sociales des adhérents selon leur date d'adhésion, un deuxième élément significatif apparaît, celui de la pratique religieuse. En effet, les laïcs[46] sont surreprésentés parmi les adhérents qui se sont les plus récemment encartés. Parmi ceux qui ont adhéré à l'UMP avant 2004, seuls 34% se déclarent « athées ou agnostiques » et 26% se disent « pratiquants » tandis que ceux qui ont adhéré après le TCE sont 44% à se déclarer « sans religion » et 16% à se définir « catholiques pratiquants ». Cette proportion atteint 29% chez ceux qui se sont encartés entre 2004 et 2005.

Or la croyance et, plus encore, la pratique religieuse ne sont pas sans effet sur les pratiques de participation partisane. D'abord, elles semblent fournir aux Catholiques davantage de liens avec des membres de l'UMP préalables à l'adhésion.

Tableau 5 : Membres de l'UMP côtoyés avant l'adhésion et rapport à la religion catholique[47]

(% de réponses positives– plusieurs réponses possibles)

	Religion			Total (% en colonne)
	Sans religion	Catholique croyant	Catholique pratiquant	
Ensemble des adhérents ayant déjà côtoyé un membre de l'UMP avant d'adhérer	45*	64	62	55
Relations amicales	31	43	26	35
Relations familiales	22	31	26	24
Etudes communes	17	17	17	17
Campagne électorale	2	21	25	15
Cadre associatif	9	14	25	14
Voisinage	5	12	6	8
Relations de travail	4	11	11	8
Autres	0	2	2	1
Total	39	39	22	

* Exemple de lecture : 45% des adhérents ayant déclaré avoir déjà côtoyé un membre de l'UMP avant d'adhérer sont sans religion.

Les membres catholiques des JP ont toujours davantage côtoyé des membres de l'UMP avant leur adhésion que leurs pairs athées. Seules les relations nouées dans le cadre de

consultable en ligne : http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/articles/images/1726/diaporama.htm). Dans cette enquête, la part des femmes parmi les nouveaux adhérents s'élevait à 42% tandis qu'elle est, dans l'ensemble, de 32% parmi les membres du parti d'après F. Haegel, « La mobilisation partisane de droite… », art cité.

[46] On n'a conservé pour le traitement statistique que les catholiques et les sans religion, dans la mesure où les croyants et pratiquants d'autres religions étaient très faiblement représentés. Protestants, orthodoxes, musulmans, juifs et bouddhistes et autres non précisés (il s'agissait d'une question ouverte) représentent ensemble moins de 8 % des répondants, ce qui, étant donné notre échantillon, n'est guère significatif.

[47] La question est formulée comme suit : « Avez-vous déjà été amené à côtoyer des membres de l'UMP avant d'adhérer ? » Si la réponse est positive, il est alors demandé de préciser dans quel cadre, selon des modalités prédéfinies (amical, familial, scolaire, électoral, associatif, de voisinage, de travail ou autre).

leurs études sont équivalentes en termes de contacts avec des membres de l'UMP. Alors que les catholiques non-pratiquants fréquentent plutôt des membres du parti dans un cadre privé (familial, amical, de voisinage), l'inscription des catholiques pratiquants dans des mobilisations collectives (campagnes électorales, associations) les mettant en contact avec des membres de l'UMP est remarquable. Elle permet d'apercevoir la mobilisation des réseaux catholiques dans les campagnes électorales des partis de droite, et plus largement l'importance de ces réseaux dans le milieu partisan[48] des JP, qui évoquent les adhérents de l'UDF[49].

À partir de ces caractéristiques sexuées et religieuses des différentes cohortes d'adhésion, on peut formuler deux hypothèses. D'un côté, les premières campagnes d'adhésion auraient favorisé la mobilisation des milieux partisans traditionnels de la droite : les réseaux catholiques, et de ses participants privilégiés : les hommes. Après la campagne sur le TCE, à mesure que la campagne d'adhésion durait et prenait de l'ampleur, les JP seraient parvenus à mobiliser au-delà de leurs cercles partisans en suscitant l'engagement des femmes et des non-catholiques. De l'autre, on peut également supposer que seuls ceux qui correspondent au profil privilégié du Jeune populaire (jeunes hommes, catholiques, etc.[50]) restent dans le parti, tandis qu'y entrent et en sortent en permanence depuis 2003 les membres de ses réseaux « secondaires ». En effectuant une « coupe » de l'organisation à un instant « t »[51], l'enquête par questionnaire rend difficile la perception des flux propres aux partis politiques, qui sont tous, à divers degrés, des « passoires »[52], et ne permet ainsi pas de trancher entre ces deux hypothèses.

Période d'adhésion et participation aux rites d'intégration dans le parti

Récemment entrés dans le parti, ceux – et surtout celles – qui ont adhéré après la campagne pour le TCE n'ont été que peu mobilisés pour participer aux activités partisanes, ce qui pose le problème de leur intégration et de leur socialisation à l'institution partisane. Faute d'élection entre le moment de leur adhésion et le moment où l'enquête a été menée, la mobilisation partisane est demeurée assez faible. S'ils n'ont pas eu l'occasion de participer à une campagne électorale en tant qu'adhérent Jeune populaire, ils n'y ont de même jamais participé en tant que sympathisant, ce qui explique qu'ils n'ont pas rencontré de membres de l'UMP, dans ce cadre, avant leur adhésion.

Or la participation aux campagnes électorales compte parmi les activités les plus intenses dans la vie d'un membre des JP : « Maintenant [en janvier 2006] ça s'est calmé, parce que maintenant il n'y a plus de campagne donc ce n'est pas la même chose et puis ce n'est plus la même petite équipe de potes. Donc c'est con à dire mais ça sert à ça dans la motivation et l'engagement. » (Adhérent JP du Nord depuis 1997, diplômé d'école d'ingénieur géomètre, chef de projet à la Communauté urbaine de Valenciennes). C'est à ces occasions que le lien partisan est (ré)activé et où le sentiment d'appartenir à un collectif (à

[48] Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
[49] Julien Fretel, « Militants catholiques en politique », *art. cité.*
[50] Bien que dans leur ensemble, les femmes membres des JP sont davantage catholiques que les hommes, cette position de femme catholique ne semble pas, dans ce cas, constituer une incitation à l'activité politique, comme elle a pu l'être au contraire dans les associations conservatrices du XIXème siècle. Cf. Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le suffrage en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises et de l'Union entre les femmes catholiques d'Italie*, thèse d'histoire, EHESS-La Sapienza, 2007.
[51] Olivier Fillieule, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. Pour une sociologie du désengagement militant », *in* Olivier Fillieule (Dir), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
[52] Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, pp 123-154. Sur la « souplesse » des liens partisans à l'UMP, Cf : Florence Haegel, « La mobilisation partisane de droite… », art cité.

une « famille ») se ressent le plus fortement. Près de 52% des enquêtés disent en effet avoir connu leur première mobilisation politique marquante durant une campagne électorale tandis qu'ils sont moins de 12% à avoir désigné comme tel un mouvement social ou étudiant. Les campagnes constituent donc bien le rite d'intégration central à l'organisation. Les Universités d'été en sont une modalité secondaire : 18% des enquêtés disent avoir connu leur première mobilisation politique marquante à cette occasion parmi lesquels 8% évoquent les UE de Marseille. Les entretiens avec certains militants révèlent toute l'importance de ces rendez-vous annuels dans l'intégration au groupe :

> « Depuis Avoriaz en 2004, c'est un rendez-vous que je ne manque pas. Je n'en ai fait que deux, alors qu'il y en avait déjà avec le RPR mais bon, je n'y étais jamais allé. C'est vraiment un rendez-vous que j'attends dans l'année, là c'est déjà bloqué sur mon agenda. Je sais que je ne prends aucun rendez-vous professionnel, rien quoi… C'est vraiment un rendez-vous, c'est assez exceptionnel… Le contexte, c'est donc départ le jeudi soir en train couchette. Donc là déjà on est tous ensemble, que des jeunes, dans un train donc il y a énormément d'ambiance. (…) Et le samedi c'est pareil : tables rondes, plénières, il y a tout le temps des interventions de Sarko. C'est extraordinaire. (…) Ca permet de créer des liens et c'est vraiment une super ambiance. Enfin, je sais pas si t'imagines, mais il y a quand même deux mille jeunes qui bouffent tous au même moment, tous sous un même chapiteau alors t'imagines le bordel ! C'est extraordinaire. Un bordel pas possible… (rires en y repensant) On prend vraiment son pied, on finit debout sur les tables, avec un peu d'alcool dans le sang. » (Adhérent JP du Nord depuis 1997, diplômé d'école d'ingénieur géomètre, chef de projet à la Communauté urbaine de Valenciennes).

L'usage récurrent des expressions « c'est extraordinaire », « c'est exceptionnel », de tournures superlatives (« super super », « gros ») ou de certains adverbes (« vraiment »), associés à des expressions célébrant le collectif uni (« tous », « tout le monde », « tous ensemble ») indiquent combien les universités d'été sont des moments importants dans l'intégration au groupe (« Ca permet de créer des liens », « ça, ça resserre les liens »), tout comme le sont les activités « de terrain ». Pendant les *meetings* ou les universités d'été, les chants (« La Marseillaise », ou des chansons de potaches), l'agitation des drapeaux français ont moins une connotation politique qu'ils ne permettent de (ré)activer le sentiment d'appartenance à une même communauté partisane. Les universités d'été, y compris celles de Marseille, doivent ainsi autant être appréhendées comme des rites d'entrée dans l'institution pouvant déboucher sur des activités plus routinières que comme des rétributions du travail partisan.

Ainsi, malgré les injonctions des dirigeants de l'UMP et des JP, la propension des adhérents des Jeunes populaires à endosser l'identité du « militant actif » et à se conformer au rôle d'activiste « de terrain » à laquelle elle est adossée, ne va pas de soi. Elle est étroitement liée à des logiques sociales et institutionnelles qui, en pratique, se cumulent. Si l'on devait dresser le portrait des jeunes qui se revendiquent « militants actifs », il serait celui d'un homme, de confession catholique, pratiquant, qui se serait encarté avant la campagne sur le Traité constitutionnel européen. En cela, leurs représentations correspondent à la définition socialement et institutionnellement dominante du militantisme, sexuellement discriminante et construite à partir de la figure (idéalisée) du militant « de gauche ». Reste à déterminer dans quelle mesure cette appropriation de l'identité « militante », promue par l'organisation, débouche sur des rétributions matérielles – en termes de postes –, pour ceux qui sont les mieux dotés en ressources viriles et d'ancienneté.

« Militantisme » et sélection organisationnelle des cadres et des professionnels

Si, d'une façon générale, la distribution des postes politiques est considérée comme l'une des rétributions matérielles majeures du militantisme dans les partis politiques[53],

[53] Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cité.

certains travaux ont montré que, dans les partis de droite (UDR et RPR), le militantisme ne constitue guère un moyen de promotion : il ne permet que difficilement d'être en situation d'être élu[54] et d'accéder à des postes de pouvoir au niveau interne[55]. Des travaux plus anciens, portant sur l'Union pour la Nouvelle République, montraient pourtant que l'ancienneté au sein du mouvement pouvait être une ressource non négligeable dans le *cursus honorum* intra-partisan[56]. En s'intéressant plus particulièrement aux « cadres » et aux professionnels[57] membres des Jeunes populaires, il s'agit donc de comprendre les mécanismes de sélection au principe de l'ascension partisane dans cette organisation. Malgré la promotion officielle de la sélection au mérite[58], visant à favoriser l'émulation « militante », réactivée dans ce contexte de campagne électorale, l'investissement sur « le terrain » n'apparaît cependant pas comme une ressource centrale dans l'accession à des postes à responsabilité.

Les réseaux partisans des cadres

Si les « cadres » des JP sont, comme on a pu le voir, les plus enclins à déclarer 10 heures et plus de militantisme par semaine (Tableau 1) et à se faire les porte-parole de l'organisation en valorisant le militantisme « de terrain », paradoxalement en apparence, ils ne sont pas les plus disposés à déclarer effectuer des tâches qui s'y rapportent le plus (en particulier tracter et coller). Les tâches qu'ils mettent en avant renvoient à des activités de mobilisation (recruter des adhérents ou organiser à une campagne électorale), d'organisation (d'un dîner débat, de réunions privées), de direction (participer aux réunions des comités) ou de réflexion (participer à un dîner débat, à des séminaires) (Tableau 3). Surtout, il s'agit, pour la plupart, de tâches qui impliquent un contact avec des élus (participer à une campagne électorale, participer à l'organisation de débats publics et faire connaître aux dirigeants les souhaits des citoyens) ou des cadres du parti (participer à un dîner-débat, à des séminaires ou aux réunions du comité de circonscription). Or, en se rapprochant des élus et des responsables de l'UMP, ces « cadres » peuvent espérer se faire remarquer et ainsi intégrer un réseau de relations susceptible de produire des effets sur leur trajectoire politique. Au niveau local, il n'est pas rare d'observer des jeunes se mettre « à la disposition des élus » qui, en retour, leur offrent des opportunités d'ascension partisane. Un député du Nord, nouvel entrant dans la fonction en 2002, sans implantation politique préalable, s'est ainsi évertué au cours de son mandat à se rapprocher des Responsables départementaux jeunes successifs (trois entre 2003 et 2007), qu'il aide à « monter », en leur proposant des stages ou des emplois à temps partiel dans sa circonscription. En retour, les responsables locaux des jeunes lui font bénéficier des ressources « militantes » de l'organisation. Une dimension importante de leur travail consiste

[54] Philippe Garraud, *Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains*, Paris, L'harmattan, 1989, p. 38.

[55] Jacques Lagroye et Guy Lord, « Trois fédérations de partis politiques : esquisse de typologie », *Revue française de science politique*, 24 (3), juin 1974, p. 566.

[56] Jean Charlot, *L'UNR : étude de pouvoir au sein d'un parti politique*, Paris, Presse de la FNSP, 1967.

[57] La population des professionnel-le-s est construite à partir de la définition wéberienne de la profession politique (vivre « pour » et « de » la politique). Le questionnaire demandait : « Etes-vous amené(e) dans le cadre de votre profession à avoir des contacts avec des élu(e)s politiques ? (O/N) Si oui, merci de préciser à quelle occasion » (réponse ouverte); nous avons retenu celles et ceux qui mentionnaient « je travaille pour eux ».

[58] « Je confierai des responsabilités à ceux qui le désirent le plus. Je ne vous reprocherai jamais à vous, jeunes responsables, d'en faire trop, car je pense toujours que vous n'en ferez jamais assez. Je changerai sans état d'âme ceux qui n'ont plus la foi, l'envie, la volonté de convaincre et de rassembler. Voici pourquoi je veux une UMP jeune, enthousiaste, diverse et même parfois indocile, car à mes yeux, c'est une qualité. Ceux qui croient qu'on peut diriger un parti politique en ne demandant à voir qu'une seule tête se trompent d'époque. » (Discours de N. Sarkozy aux UE d'Avoriaz du 3 au 5 septembre 2004).

ainsi à mobiliser les adhérents jeunes dans le cadre de campagnes électorales, ce qui témoigne d'une certaine professionnalisation du militantisme :

> « J'ai une action locale, je suis un relais d'informations pour toutes les actions militantes, tractage, collage, c'est moi qui appelle les jeunes, par contre ma petite différence avec certains autres, c'est que je m'entends très bien avec les élus, c'est une autre façon de faire de la politique jeune. Oui, on est à la disposition des élus, mais il y a des limites, j'essaie de faire de la politique comme les adultes. » (Adhérente JP du Nord depuis 2005, référente JP d'une circonscription de la communauté urbaine de Lille, étudiante en gestion et marketing).

Ces adhérents qui s'autodéfinissent comme « cadres » sont également les plus enclins au multipositionnement qu'il soit tourné vers l'extérieur du parti ou en interne. Tout d'abord, les résultats indiquent qu'ils sont, en proportion, moins nombreux que les « militants » à n'appartenir à aucune association : tandis que 60% et 54% de ceux qui n'appartiennent à aucune association se déclarent respectivement « militant épisodique » et « militant actif », les cadres ne sont que 44% à déclarer de même. Ensuite, ces derniers s'investissent davantage dans des « mouvements associés » à l'UMP Alors que seuls 18% des « militants actifs » appartiennent à un mouvement associé à l'UMP[59] (principalement : France.9, les Jeunes Actifs et le Parti Radical valoisien), les « cadres » sont, quant à eux, près de 32% à en être membre. Ce multipositionnement témoigne d'une bonne connaissance des enjeux propres à ce sous-champ partisan et de l'intégration dans des communautés partisanes plus restreintes pouvant, une fois de plus, favoriser la professionnalisation. En effet, chaque « mouvement » de l'UMP est animé par des responsables nationaux du parti. En se rapprochant d'un mouvement, ces Jeunes populaires peuvent espérer se faire coopter plus facilement et entrer dans les cercles partisans, et souvent parisiens, les plus fermés et ainsi accélérer leur accession à un poste à responsabilité au sein des JP.

Des professionnel-les surqualifié-e-s socialement et scolairement

Parmi les 45% d'enquêtés qui exercent une profession, 55% ont des contacts réguliers avec des élus dans le cadre professionnel et plus de 20% (soit quelques 10% de la population totale des enquêtés) exercent une profession politique, qu'ils soient assistants parlementaires ou assistants de groupe UMP dans une collectivité territoriale. Ce sont ces individus qui ont une forte propension à se définir comme « cadre ». Ils revendiquent également « 10 heures et plus » de militantisme par semaine.

Les résultats de notre enquête indiquent que les anciens adhérents du RPR, ainsi que ceux qui ont adhéré avant l'arrivée de N. Sarkozy à la tête de l'UMP sont surreprésentés chez ces jeunes professionnels politiques. Deux hypothèses peuvent alors être formulées : soit l'ancienneté de l'engagement dans l'organisation est valorisée et rétribuée par l'accession à des postes rémunérés, soit ces bénéfices matériels contribuent au maintien dans le temps de l'engagement. L'attention portée aux propriétés sociales et aux conditions pratiques du recrutement de ces professionnel-le-s nous incite à privilégier la seconde hypothèse. En effet, d'une façon générale, cette population apparaît socialement et scolairement homogène. Ils ont majoritairement plus de 28 ans. Les deux-tiers sont adhérents en Ile-de-France, et y ont

[59] France.9 est présidée par F. Fillon, les Jeunes Actifs par François Guéant, fils de Claude, conseiller politique de N. Sarkozy, et le parti Radical Valoisien est un parti associé à l'UMP qui est co-présidé par J.L. Borloo. Il est d'ailleurs assez significatif que les Mouvements auxquels adhèrent les Jeunes populaires soient présidés par des proches de N. Sarkozy. À l'inverse, des Mouvements comme Debout les jeunes, rassemblant les jeunes de Debout la République, présidé par N. Dupont-Aignan ou du Forum des Républicains Sociaux de C. Boutin ne sont que très peu représentés – même si ces derniers animaient un stand à ces UE. Sur l'enjeu du pluralisme à l'UMP : Florence Haegel, « Le pluralisme à l'UMP : structuration idéologique et compétition interne », in Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 219-254.

effectué – ou du moins terminé – leurs études. De même, les deux tiers d'entre eux ont un père cadre ou profession libérale – quand c'est le cas de 40 % de l'ensemble des répondants. Les trois-quarts détiennent un diplôme de niveau Bac+5, alors qu'ils ne sont que 41% dans ce cas pour l'ensemble des adhérents. Pour un quart d'entre eux, il s'agit d'un diplôme d'IEP – ainsi, au sein de la population enquêtée, un diplômé d'un IEP sur deux est un professionnel de la politique. Les diplômés d'une école de marketing, de gestion ou de communication sont également bien représentés. À ce titre, la carrière de cette adhérente du Nord de 24 ans, entrée aux Jeunes Populaires en 2005, est révélatrice du primat de la légitimité du diplôme d'une grande école dans cette institution. Après avoir suivi des études de marketing à Paris, et à peine un mois après son retour dans le Nord – dont elle est originaire –, un député lillois lui a proposé de devenir le référent jeune de sa circonscription[60] dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2007. En voie de professionnalisation politique, elle conçoit son engagement comme un « travail » qui lui a, en outre, ouvert des perspectives de réorientation scolaire et professionnelle dans l'évènementiel :

> « J'ai passé mon Bac et fait une Ecole de commerce, l'ESPEME et, je me suis dirigée vers le marketing. Licenciée il y a un mois, j'ai décidé de me diriger vers d'autres horizons, l'évènementiel d'entreprise qui découle de mon activité militante. Je suis militante depuis un an et demi. Je m'intéresse depuis toujours à la politique et j'ai sauté le pas en 2005. A Paris, j'ai travaillé sur la campagne de Françoise de Panafieu. J'ai rencontré Valérie Pécresse. Juste avant d'arriver dans le Nord, on m'a proposé d'être Responsable Départementale Jeune de Paris, j'ai refusé et, j'ai recommencé ici où j'ai rencontré la nouvelle équipe départementale. Je me suis impliquée au début dans la campagne de KS [une candidate lilloise aux législatives], et, un mois plus tard on m'a proposé de travailler pour Christian Decocq. »

Ce type d'ascension partisane rapide peut susciter des frustrations chez certains « militants actifs » et nourrir le (res)sentiment de ne pas être rétribué à la hauteur de leur investissement. Ce Jeune populaire de 21 ans, étudiant en capacité de droit, d'origine populaire, est entré dans l'organisation en 2004. Peu avant l'entretien, il avait quitté l'équipe des JP du Nord. Quelques mois après, il se désengageait complètement de l'UMP :

> « Je pense que dans un parti de droite qui défend les valeurs du travail – « tout travail mérite salaire » , moi, j'accepte mal qu'il y ait des gens, des arrivistes qui arrivent et qui disent : "Moi, je veux ça, ça, ça " et qu'on leur donne. Bon, moi, je viens ici, je ne veux pas de salaire, je fais cela bénévolement (…). Mais c'est quand même vexant qu'il y ait des éléments actifs qui soient écartés, et des opportunistes qui arrivent comme ça, au détriment de personnes qui travaillent (…) et qui arrivent à s'imposer plus que des gens qui travaillent. Ceux-là deviennent après limite indésirable. C'est pour cela que j'ai quitté l'équipe et que je me suis dit, le militantisme je le fais tout seul. »

Autant d'éléments qui laissent penser que l'organisation opère, en premier lieu, une sélection sociale fondée sur la reconnaissance des compétences technocratiques, sanctionnées par l'obtention d'un diplôme d'une institution prestigieuse d'autant que les possibilités de formation offertes par le parti sont pour le moins restreintes. Alors que 72% des enquêtés exercent des responsabilités locales ou nationales, près de 69% d'entre eux n'ont jamais assisté à un stage de formation dispensé par les JP. Les professionnels sont à l'inverse 60 % à y avoir participé, alors qu'on aurait pu croire que leurs ressources scolaires et sociales les en dispensaient. On perçoit ainsi la sélection sociale sous-jacente à la sélection « par le mérite », censée officiellement réguler l'offre de formation partisane[61].

---

[60] Cette circonscription comprend en majeure partie Lille centre, et bénéficie, à ce titre, de l'apport démographique des étudiants de Lille 1, Lille 2, Lille 3 et de l'Université Catholique. Elle est par conséquent la plus importante en termes d'adhérents Jeunes populaires du département.

[61] Contrairement aux écoles de formation du PCF, les stages de formation des JP ne visent pas à pallier l'absence de connaissances en histoire politique, sur les institutions politiques ou l'idéologie du parti, mais proposent des formations à la prise de parole, l'argumentation, la présentation de soi, compétences, là encore, largement tributaires de leurs origines sociales. Ainsi ces stages de formation constituent davantage une validation des ressources personnelles des membres des JP qu'un moyen de compenser leurs éventuelles lacunes en la matière. Sur les écoles de formation du PCF, Cf notamment : Nathalie Ethuin, « A l'école du parti. L'éducation et la

Les adhérents les plus anciens des JP étant surreprésentés au sein du groupe des professionnels de la politique, c'est logiquement qu'ils partagent les mêmes caractéristiques sociales (âge, religion…), à une exception près : le sexe. Les femmes sont en effet sur-représentées parmi les professionnels de la politique (tableau 6), alors qu'elles sont sous-représentées parmi les « anciens ».

Tableau 6 : Occupation d'un emploi politique en fonction du sexe (en %).

	Femmes	Hommes	Ensemble
Etudiants	32	68	52
Emplois non politiques	31	69	40
Emplois politiques	41	59	8
Ensemble	31	69	100

Les logiques temporelles d'intégration à l'institution partisane sont ainsi inversées selon le sexe : 75% des professionnels de la politique ont adhéré aux JP avant l'été 2004, tandis que 75 % des professionnelles en sont devenues membres après le TCE, ce qui incite à penser que l'occupation d'un emploi politique est davantage indépendant des activités dans l'organisation de jeunesse pour les femmes. Et en effet, la portée de l'occupation d'un emploi politique sur la conception de son rôle au sein des JP est, elle aussi, éminemment sexuée ; on a vu en effet que les hommes étaient bien plus nombreux que les femmes à se considérer comme des « cadres », et cet effet est plus marqué encore parmi les professionnels de la politique : 11% des professionnelles, et 42% des professionnels, se considèrent comme des « cadres » de l'organisation de jeunesse. Ainsi, on peut penser que l'occupation d'un emploi politique est plus directement liée à des tâches de mobilisation partisanes pour les hommes que pour les femmes, dont l'accès à ce type de poste serait davantage indexé à leurs ressources sociales et scolaires personnelles[62].

Ainsi donc, l'identité « militante » de l'organisation des Jeunes populaires est réactivée à intervalles réguliers par ses dirigeants, en fonction d'enjeux institutionnels et électoraux – en l'occurrence, concurrencer le PS, et a fortiori le MJS, dans la compétition électorale. Cette enquête nous a, plus particulièrement, permis d'appréhender le travail de mobilisation effectué par les dirigeants des JP, censée être la « cheville militante » de l'UMP, et ses effets sur les représentations, le recrutement et la sélection de ses membres, dans le contexte spécifique de la campagne pour les élections présidentielle et législative de 2007. Dans ce cadre, la définition du « militant actif », conjointement imposée par les dirigeants de cette organisation et revendiquée par certains de ses membres, tend à s'aligner sur celle de l'activiste « de terrain » et requiert, en cela, la revendication publique d'une identité de « militant de droite ». Il n'est donc pas étonnant de constater que ce sont des hommes, catholiques pratiquants et dont l'adhésion est la plus ancienne, qui sont les plus enclins à endosser cette identité, pourtant socialement dévaluée. La définition virile du militantisme et l'homo-sociabilité qui lui est associée, participent à sa revalorisation institutionnelle. Mais si les « cadres » et professionnels, en tant que porte-parole autorisés de l'organisation, concourent à l'imposition de cette identité « militante », ils ne sont pourtant pas enclins à la

formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003) », Thèse de science politique, Université Lille 2, 2003.

[62] Les travaux en cours du CARMA (Collectif d'Animation et de Recherche sur le Métier d'Assistant, CRPS-Paris 1) montrent bien que, parmi les assistants parlementaires, les femmes sont davantage enclines à mobiliser leur réseau personnel pour leur recrutement que les hommes, qui comptent, eux, plus sur leurs activités et leurs réseaux politiques et partisans.

revendiquer. Ils s'en dissocient en déclarant pratiquer des activités socialement valorisées d'organisation, de direction et de mobilisation qui justifient, en retour, une forte sélection organisationnelle, fondée sur leurs propriétés sociales et leurs réseaux politiques, que les discours institutionnels méritocratiques tendent à masquer. En imposant une certaine définition du militantisme aux adhérents tout en se gardant bien d'y être associés, ils légitiment ainsi leur domination et contribuent à la faire perdurer.

« Militants et populaires ! » Une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques

Avec la conquête du parti par N. Sarkozy et la perspective de l'élection présidentielle de 2007, les Jeunes populaires, la fédération des moins de trente ans de l'UMP, prennent une place centrale dans son affichage « militant ». A partir d'une enquête par questionnaires, menée lors des universités d'été des JP en septembre 2006, et de nos terrains d'enquête respectifs, ce travail étudie les effets de l'activation d'une offre conjoncturelle de militantisme par les directions de l'UMP et des JP sur le rapport à l'engagement de ces jeunes de droite. Après avoir analysé la diversité de leurs appropriations pratiques et symboliques de cette identité « militante », il s'attache aux mécanismes de division sociale du travail et de sélection des cadres de l'organisation.

Lucie Bargel est membre associée au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS, Paris 1-CNRS). Sa thèse, soutenue en 2008, est consacrée à la socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti (MJS et JP). Elle a récemment publié « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes », *Genèses*, n°67, 2007, pp. 45-65 et, avec Eric Fassin et Stéphane Latté, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés et représentations*, n°24 (« (En)quêtes de genre »), 2007, pp. 59-77. lucie.bargel@ens.fr

Anne-Sophie Petitfils est doctorante au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS-CNRS, Lille 2). Son travail de thèse porte sur le renouvellement des milieux partisans de l'UMP au niveau local, à partir de l'exemple de la fédération du Nord de l'UMP. Elle a récemment publié « L'institution partisane à l'épreuve du management. Rhétorique et pratiques managériales dans le recrutement des "nouveaux adhérents" au sein de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) », *Politix*, n°79, pp. 53-76, ainsi que « La seconde fondation de l'UMP : techniques de recrutement et sociologie des nouveaux adhérents », *Mouvements*, n°52, 2007, pp. 57-63. a-s.petitfils@orange.fr